

**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 290**

**du 28 AOUT 2025**

**mettant en demeure la société Elysée Cosmétiques  
de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux  
produits et équipements à risques pour son installation située  
sur le territoire de la commune de Forbach**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, relatif aux produits et équipements à risques, article L. 557-1 et suivants, et R. 557-1 et suivants ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre Ier du titre VII de son livre Ier, relatif aux mesures et sanctions administratives, article L. 171-6 et suivants ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;
- Vu** l'attestation de refus de requalification périodique n°4-2000923/2025-06-05-10-55 concernant l'appareil sous pression TANKBOUW ROOTSELAAR BV – RJNIJKE n° 23320 établie par l'organisme habilité APAVE remise au représentant d'Elysée Cosmétiques ;
- Vu** le courrier du 19 juin 2025 adressé en recommandé avec accusé de réception invitant la société Elysée Cosmétiques à énoncer les mesures correctives mises en œuvre pour remédier à la situation irrégulière ;
- Vu** les informations recueillies le 4 juillet 2025 par l'inspection des installations classées lors d'une réunion avec la société Elysée Cosmétiques ;

- Vu** le courrier du 8 juillet 2025 adressé par l'inspection de l'environnement à M. le Procureur de la République de Metz expliquant la situation irrégulière constatée ;
- Vu** les réponses par mail de la société Elysée Cosmétiques du 23 juillet 2025 et du 29 juillet 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 14 août 2025 ;
- Vu** le courriel du 18 août 2025 de transmission du rapport de l'inspection des installations classées à la société Elysée Cosmétiques ;
- Vu** les observations formulées par la société Elysée Cosmétiques par courriel du 21 août 2025 ;

**Considérant** que la société Elysée Cosmétiques exploite sur le site implanté à Forbach l'appareil à pression TANKBOUW ROOTSELAAR BV – RJNIJKE n° 23320 visé par l'article L.557-1 du code de l'environnement soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

**Considérant** que l'équipement précité a fait l'objet d'une requalification périodique par l'organisme habilité APAVE du 2 juillet au 30 juillet 2020 conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;

**Considérant** que le résultat de cette requalification périodique est non satisfaisant suite à l'émission d'un rapport révisé de l'organisme APAVE du 6 juin 2025 ;

**Considérant** que lors de la visite du 4 juillet 2025, la société Elysée Cosmétiques a déclaré oralement à l'inspection des installations classées que l'équipement précité est maintenu en service ;

**Considérant** qu'en réponse au courrier du 19 juin 2025, par courriel du 23 juillet 2025, la société Elysée Cosmétiques a déclaré que l'appareil à pression TANKBOUW ROOTSELAAR BV – RJNIJKE n° 23320 est en attente de régularisation et qu'une intervention d'un organisme habilité est prévue en semaine 37 ;

**Considérant** qu'en réponse au courrier du 19 juin 2025, après demande de précision de l'inspection de l'environnement, par courriel du 29 juillet 2025, la société Elysée Cosmétiques a déclaré maintenir en service l'appareil à pression TANKBOUW ROOTSELAAR BV – RJNIJKE n° 23320 ;

**Considérant** en conséquence, que la société Elysée Cosmétiques exploite un équipement soumis au régime de la requalification périodique alors qu'il ne dispose pas d'une attestation valide contrairement aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : objet**

La société Elysée Cosmétiques dont le siège social est situé ZI Technopôle Sud 57600 Folkling est mise en demeure de régulariser la situation de l'appareil à pression TANKBOUW ROOTSELAAR BV – RJNIJKE n° 23320 sous un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté.

### **Article 2 : Mesures d'urgence**

La société Elysée Cosmétiques met en place, sans délai, des mesures permettant de supprimer les risques liés à l'exploitation durant le délai de la mise en demeure.

### **Article 3 : Transmission des justificatifs**

La société Elysée Cosmétiques transmet, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les pièces justifiant, dans le délai prévu, de la réalisation des actions de régularisation décrites à l'article 1 du présent arrêté.

### **Article 4 : Sanctions administratives**

En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il peut être fait application de sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-8 et L. 557-60 du code de l'environnement.

### **Article 5 : Délais et voies de recours :**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Elysée Cosmétiques et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Forbach.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Richard Smith

